

Merci à tous pour votre soutien !

NB : Cette lettre est à l'origine diffusée par email donc cette diffusion sous format PDF dégrade un peu la mise en page, nous vous prions de nous en excuser.



Bonjour à toutes et à tous,

Tout d'abord, merci aux 763 personnes qui nous ont apporté leur soutien dimanche dernier en déposant le bulletin de notre candidature citoyenne dans l'urne.

Merci à Corinne & Claude, Françoise, Claude, Aurélie, Stéphane, Jacqueline, Nadine, Dominique, Christa, Jean-Pierre, Laura, Christian, Hélène, Elsa, Fabrice et toutes celles et ceux qui ont contribué avec le sourire et une énergie renouvelée et renouvelable à cette aventure.

Merci à celles et à ceux qui m'ont côtoyé ces 30 dernières années pour leur message de soutien.

Merci aussi à l'équipe de [La Relève Citoyenne](#) qui nous a fourni, nous candidats citoyens, un accompagnement formidable dans des délais très courts. Merci aussi aux candidats et équipes du Parti Pirate, d'A Nous la Démocratie, de Demain en commun et de tous les autres mouvements regroupés dans l'Archipel Citoyen et la Caisse Claire.

Avec seulement 765 voix sur notre circonscription et 1.37 % des votes exprimés, nous sommes évidemment très loin d'avoir réussi notre pari de remobiliser les abstentionnistes ! S'ils se sont bien mobilisés, c'est plutôt pour convaincre 10 000 personnes de les rejoindre si l'on compare avec le 1^{er} tour des élections législatives de 2012 (déjà 37 570 abstentionnistes pour 36 % des inscrits à l'époque).

Si nous avons été si peu soutenus, ce n'est pas faute d'avoir réussi à être aussi visible que les candidats des partis politiques sur les panneaux officiels comme dans les enveloppes. Même si nous avons consacré de l'énergie à être présents sur Internet (blog détaillé, Twitter, Facebook, 9 lettres de campagne, 2 vidéos juste avant le 1^{er} tour...), il est clair qu'il aurait fallu commencer la campagne beaucoup plus tôt pour compenser l'absence de notoriété comparé à tous les partis politiques connus et qui sortaient d'une campagne présidentielle médiatisée.

Mais les causes de ce faible résultat sont à chercher aussi ailleurs. Le rejet des partis politiques est-il si important que l'analysent de nombreuses études ? Certes, l'apparent renouvellement du personnel politique par le vote en faveur de La République en Marche (LREM) peut sembler conforter ces études et expliquer les résultats de dimanche. Mais leur succès probable en nombre d'élus ne doit pas occulter qu'il ne repose que sur un faible soutien de la population comme nous le verrons ci-dessous.

Est-ce parce que « les électeurs, malgré leur intérêt pour les alternatives, restent trop souvent traditionnels une fois dans l'isoloir », une crainte que je partageais il y a quelques jours avec la journaliste d'Actu-Environnement ([voir l'article](#)) ? C'est ce que l'on pourrait en déduire en constatant que face à un candidat écologiste issu d'EELV et à un autre, indépendant mais connu localement pour son engagement sur le terrain, trois fois plus d'électeurs choisissent celui présenté par le parti politique.

Y-a-t-il des particularités dans mon profil, dans mon comportement ou dans mes propositions qui ont créé un rejet chez des électeurs qui semblent pourtant partager l'urgence de transitions et la nécessité de faire de la politique vraiment autrement ? Face au scandale de détournement d'argent public par des députés pour leur profit personnel ou familial, j'étais pourtant le seul candidat à m'engager à reverser 50% de mes indemnités et à faire contrôler mon budget de manière collective et transparente.

Beaucoup de questions se posent donc pour comprendre ce qui n'a pas suscité l'adhésion ou au contraire ce qui a encouragé plus de 700 personnes à voter pour notre candidature citoyenne. Cette réflexion sera partagée au niveau national avec les autres candidats de l'Archipel citoyen dont seuls 27 ont dépassé les 1%...

Même Charlotte Marchandise, dynamique et médiatique candidate, n'a mobilisé que 1059 votants. Plus triste encore, l'excellente députée citoyenne Isabelle Attard, pourtant sans candidats des partis de gauche ni du PS face à elle, n'est pas qualifiée pour le second tour.

Pour faire collectivement un bilan et discuter des perspectives de candidatures citoyennes aux prochaines échéances électorales, nous allons vous proposer une rencontre fin juin.

Si vous le pouvez, merci de soutenir financièrement cette campagne citoyenne !

N'ayant pas obtenu les fameux 5% au-delà duquel les frais de campagne sont remboursés, les dépenses restent à notre charge.

Nous avons été économes avec environ 3 500 € de dépenses (la moyenne des candidats dépensent 30 000 €!) réparties comme suit :

- 2 300 € d'impression pour la « propagande officielle » (110 000 bulletins de vote, 110 000 professions de foi, 270 affiches)
- 800 € pour la soirée à Albi, les tracts, etc
- 400 € d'expert comptable obligatoire et frais bancaires.

Tous les détails pratiques pour effectuer un don déductible des impôts (66%) sont [sur cette page](#).

Je compte sur votre soutien !

Ben Lefetey

Une minorité de Français-es s'accapare la majorité de l'Assemblée nationale

Le « raz-de-marée » de La république en marche (LREM) est réel à l'Assemblée nationale mais ce n'est nullement par soutien d'une majorité de Français-es. Avec près de 6.4 millions de voix, c'est seulement 13.43 % des inscrits qui ont voté pour les candidats d'E Macron. C'est-à-dire moins d'électeurs qu'à l'élection présidentielle pour lui (2.2 millions de moins) mais aussi moins que le nombre de voix obtenues par Le Pen, Fillon ou Mélenchon le 23 avril 2017.

Non, ce qui permet au président de la République de capter les trois quarts des sièges de député, c'est l'effondrement des autres partis politiques. Pour preuve, en 2002, après le séisme de l'élimination de Lionel Jospin au 1^{er} tour des présidentielles, avec, pourtant, un meilleur résultat que LREM en pourcentage des inscrits (14.85 %), le PS obtenait seulement 140 député-es en 2002 et était renvoyé dans l'opposition. Dimanche dernier, c'est 10 millions d'abstentionnistes de plus qu'il y a 15 ans qui ne sont pas allés voter

pour d'autres candidats que ceux de LREM. Ce qui lui permet donc d'être en tête dans la plupart des circonscriptions avec un nombre de voix assez faible.

C'est une leçon à retenir pour l'avenir. Dans un contexte de fatalisme très élevé, le FN pourrait tout à fait être en mesure de gouverner seul en emportant les élections législatives avec son niveau électoral actuel.

Imaginons d'ailleurs que dimanche dernier, les électeurs FN du 23 avril (7,6 millions) voire ceux du second tour de la présidentielle (10.6 millions) se soient tous mobilisés, c'est le parti xénophobe qui serait en tête dans ces centaines de circonscriptions à la place de LREM ! Probablement que, dans cette hypothèse, il y aurait eu à nouveau une mobilisation des électeurs au 2^e tour pour leur faire barrage mais combien de temps cela fonctionnera-t-il encore ? Le résultat de dimanche dernier doit nous faire réfléchir sur les risques que peut entraîner une abstention massive à l'avenir...

La France Insoumise a-t-elle raison d'accuser les autres pour son absence du 2^e tour ?

Arrivés 3^e avec 14.69% des votes exprimés mais seulement 7.75 % des inscrits, les candidats de la France Insoumise ne sont pas qualifiés pour le second tour (il fallait soit recueillir au moins 12.5 % des inscrits soit arriver en 2^e position). Ils leur manquent 1206 voix pour être devant le FN et ainsi 2^e.

Je vois déjà des réactions d'Insoumis qui accusent le PC (1943 voix) et EELV (2250) d'avoir ainsi empêché la FI d'être au second tour (en passant devant le FN) et, pourquoi pas, de gagner. Avec mes 765 voix, je n'ai pas influencé ce résultat mais si j'avais fait le double, je serais aussi dans le viseur...

Pourtant, la FI Tarn devrait bien regarder l'ensemble du résultat et celui de la présidentielle 2017. Comme je l'annonçais dans mon édito du 7 juin, les résultats de 2012 montraient qu'il y a une perte de voix entre la présidentielle et les législatives (56% de voix en moins pour le candidat Front de Gauche comparé à JL Mélenchon pour la présidentielle 2012).

Nous sommes là dans le même ordre d'idée. T Domenech (8213 voix) perd 58% des voix qui se sont portées sur JL Mélenchon le 23 avril 2017 (19 522 voix). Même en cumulant celles obtenues par la FI+PC+EELV+moi (soit 13 171 voix), on observe que 33% des voix ont été perdues (soit 6351 voix, probablement dans l'abstention).

La perte est parfois impressionnante comme à Graulhet (moins 72% pour T Domenech et moins 60% pour FI+PC+EELV+moi...) où la FI du Tarn a pourtant organisé un gros événement de campagne, le Printemps du Peuple, le 27 mai dernier.

Dit autrement, si la FI du Tarn avait réussi à mobiliser tous les électeurs de JL Mélenchon qui ne sont pas allés voter pour d'autres candidats, T Domenech aurait recueilli environ 14 500 voix soit plus que le seuil des 13 253 voix nécessaires pour dépasser les 12.5% des inscrits et largement plus que ce qui était nécessaire pour passer devant le Front National.

En refusant toute discussion pour des candidatures communes, la FI doit assumer le résultat. Oui, une candidature commune à FI/PC/EELV (comme pour les régionales 2015 avec Nouveau Monde) aurait sans doute permis d'être au second tour pour ces partis voire de gagner la circonscription. Chacun d'eux a sa part de responsabilité dans cet échec.

La FI a toute la sienne. Comme à l'élection présidentielle, elle a espéré gagner seule sans avoir à s'associer avec d'autres avec les conséquences qui en découlent c'est-à-dire un partage des responsabilités dans la campagne et dans la gestion du pouvoir une fois élus.

On peut comprendre que les candidat-es et les militant-es qui ont beaucoup donné pendant la campagne soient déçu-es. Ce n'est pas une raison pour regarder les résultats de manière biaisée pour mieux accuser les autres de son propre échec.